

Situation en Extrême-Orient

Dans son dernier discours à la Chambre le 1^{er} avril, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a étudié la situation en Extrême-Orient:

Quant à la reconnaissance de la Chine communiste, je me suis efforcé d'énoncer de nouveau la ligne de conduite du Gouvernement, qui est, comme l'a dit le chef de l'opposition (M. Drew) en exposant l'attitude de son propre parti, « pas de reconnaissance dans les conditions présentes ni dans les circonstances actuelles ».

A la fin de la séance, hier, monsieur l'Orateur, j'essayais de démontrer qu'il importe, en face de la conjoncture actuelle, de nous efforcer de régler par voie de négociations les problèmes en suspens; autrement, nous devons reconnaître qu'il sera indéfiniment impossible de mettre fin aux différends qui divisent le monde. Une façon de reconnaître ce fait serait d'exclure des Nations Unies toutes les nations du Kominform et de transformer l'ONU en un organisme destiné à poursuivre, de notre côté, la guerre froide. Pour ma part, j'estime que cette façon de procéder serait profondément erronée.

Si ces négociations doivent se poursuivre en opposant la force à la force, avec sagesse, ce qui suppose que nous nous rendons pleinement compte de la conspiration contre laquelle nous avons à lutter et que nous sentons encore davantage le prix d'un échec, alors notre diplomatie doit être caractérisée par la souplesse aussi bien que par la force. Nous ne devons pas confondre souplesse avec faiblesse ni rigidité avec force.

M. Pearson a ensuite cité le passage suivant du discours du chef de l'opposition: « La foi que nous partageons tous, quelle que soit notre façon d'adorer Dieu, est une foi selon laquelle ceux qui ont péché contre les lois de Dieu et des hommes peuvent toujours changer de conduite, obtenir leur pardon et revenir à des sentiments fraternels et plus convenables ». Puis il a ajouté:

Je crois que nous pouvons aussi tous tomber d'accord avec lui sur ce point et je suis d'avis qu'il faudrait avoir ce principe à l'esprit lorsque nous parlons de riposte destinée à repousser une agression et de libération des peuples asservis comme moyen de maintenir vivace leur espoir. Lorsque quelqu'un recommande la patience et la persévérance dans les négociations, on l'accuse d'apaisement mot que l'on prononce souvent pour calomnier et effrayer, sans faire aucun effort pour comprendre ce qu'il veut dire. Si l'apaisement veut dire la trahison de nos amis et de nos principes pour quelque avantage égoïste, mais illusoire, alors je suppose que la pire espèce d'apaisement consiste à promettre quelque chose en vue d'atteindre un objectif inaccessible, à bluffer lorsque vraisemblablement on n'agira pas ou lorsqu'on ne sera pas en mesure d'agir si l'on est pris au mot.

Consultations assurées

Passant à la question des représailles immédiates et à celle des consultations entre les membres de la communauté atlantique, M. Pearson a déclaré:

A mon avis, ce serait également s'exposer au même danger que de trop insister sur la politique de représailles comme moyen de détourner l'agression si l'on donnait en même temps l'impression — M. Dulles lui-même l'a souligné — que nous entendons user de terribles représailles, sans le moindre délai et en mettant en œuvre tous les moyens dont nous disposons, contre n'importe quel acte d'agression de la part des communistes, alors que, en réalité, il nous faudrait peut-être limiter la nature de ces représailles, dans certaines circonstances, pour éviter de déclencher une troisième guerre mondiale. Cette difficulté et ce dilemme — c'est en effet un dilemme — expliquent pourquoi nous devons tenir